



HAL
open science

Bibliothèque

Emmanuelle Chapron

► **To cite this version:**

Emmanuelle Chapron. Bibliothèque. Claude Gauvard, Jean-François Sirinelli. Dictionnaire de l'historien, Presses universitaires de France, pp.62-65, 2015. halshs-01483453

HAL Id: halshs-01483453

<https://shs.hal.science/halshs-01483453v1>

Submitted on 5 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emmanuelle Chapron, « Bibliothèque », dans Claude Gauvard, Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de l'historien*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 2015, p. 62-65.

Résumé

La bibliothèque comme « lieu de l'histoire » a récemment émergé de la réflexion des historiens sur l'historicité de leurs pratiques. Elle y est abordée sous trois angles : comme l'organe collecteur et conservatoire de textes et d'images qui sont la matière première de l'historien dans ses opérations principales ; comme le cadre du travail savant, jusqu'au développement des bibliothèques virtuelles qui déboulonnent progressivement la nécessité d'une fréquentation physique des lieux ; enfin, comme le lieu de reconnaissance d'une communauté, la manifestation visible d'un « collège invisible ». Lier ces trois dimensions, c'est reprendre la suggestion de Christian Jacob, de « considérer les savoirs à la fois comme le produit et comme le principe constituant de configurations spatiales ». Les bibliothèques ne sont donc pas réductibles à la somme des livres qui les composent ni à l'enceinte des murs qui les enserment. Elles donnent forme à une certaine conception du métier d'historien et du savoir historique, autant qu'elles peuvent être configurées par les cadres sociaux et épistémologiques de leur temps.

Bibliothèque

Emmanuelle Chapron

Aix Marseille Univ, CNRS, TELEMME, Aix-en-Provence, France

Institut universitaire de France

La bibliothèque est, à plusieurs égards, un lieu invisible du travail de l'historien. Le récent *Atlas of European Historiography* (2010) ne la porte pas sur ses cartes, la *Global Encyclopedia of Historical Writing* (1998) n'a pas d'entrée pour elle, les bilans disciplinaires régulièrement dressés depuis une soixantaine d'années ne la font pas figurer au titre des « instruments de travail » ou de la « logistique de la recherche ». *L'histoire et ses méthodes*, publié sous la direction de Charles Samaran en 1961, lui réserve bien un chapitre, mais la réflexion de Gilbert Ouy, alors conservateur au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France, est celle d'un bibliothécaire sur ses publics, non celle d'un historien sur ses outils. À côté de ces bilans disciplinaires, le récit que font les historiens de leurs pratiques offre un tableau plus contrasté. Les ego-histoires mineurent souvent l'importance des bibliothèques par rapport à celle des archives, véritables révélateurs de vocation. C'est le « goût de l'archive » qui fait l'historien – même si le propos d'Arlette Farge se joue en grande partie dans une bibliothèque, celle de l'Arsenal qui conserve les archives de la Bastille. Malgré tout, la quasi-panthéonisation que représente la « deweyisation » des travaux universitaires (selon le mot de Marc-Olivier Baruch) ou le dépôt des papiers de travail à la Bibliothèque nationale de France (ceux d'un René Rémond, par exemple), marque l'importance conservée par la bibliothèque comme forge d'autorité dans l'imaginaire des historiens.

Plus récemment, la bibliothèque comme « lieu de l'histoire » a émergé de la réflexion des historiens sur l'historicité de leurs pratiques, ainsi que du développement de l'histoire du livre et des bibliothèques. En ce sens, elle peut être abordée sous trois angles. D'abord, comme l'organe collecteur et conservatoire de textes et d'images qui sont la matière première de l'historien dans ses opérations principales, historiquement définies. En France, la plasticité de ses usages documentaires est renforcée par la présence, à côté de la littérature critique, de sources d'archives de toute nature (archives communales dans les bibliothèques municipales des villes de moins de 50 000 habitants, fonds manuscrits liés à l'histoire des institutions, legs d'archives privées, dépôt légal des sites Internet du domaine français à la BnF depuis 2006, etc.). La bibliothèque peut ensuite être abordée comme le cadre du travail savant, jusqu'au développement des bibliothèques virtuelles qui déboulonnent progressivement la nécessité d'une fréquentation physique des lieux. Enfin, comme le lieu de reconnaissance d'une communauté, la manifestation visible d'un « collègue invisible ». Lier ces trois dimensions, c'est reprendre la suggestion de Christian Jacob, de « considérer les savoirs à la fois comme le produit et comme le principe constituant de configurations spatiales ». Les bibliothèques ne sont donc pas réductibles à la somme des livres qui les composent ni à l'enceinte des murs qui les enserrant. Elles donnent forme à une certaine conception du métier d'historien et du savoir historique, autant qu'elles peuvent être configurées par les cadres sociaux et épistémologiques de leur temps.

Au Moyen Age, « un historien n'aurait pas songé à se mettre à l'œuvre sans disposer de sources narratives en nombre suffisant. Il savait bien que l'histoire se faisait surtout avec des livres. Il n'y a pas d'historien sans bibliothèque » (B. Guenée). Sans être nécessairement fort importante – une vingtaine d'auteurs forment le fonds commun de la culture historique occidentale à la fin du Moyen Age –, la bibliothèque constitue donc l'instrument premier de l'historien médiéval. Si certains auteurs peuvent se procurer des manuscrits par une autre voie (copie, achat, emprunt), c'est principalement autour des bibliothèques constituées que s'écrit l'histoire, de Fleury au Mont-Saint-Michel, de Klosterneuburg à la cour de Mathias Corvin. Le référencement des sources par le lieu où elles se trouvent – surtout s'il est prestigieux et propre à impressionner le lecteur – contribue à manifester ce lien. Bibliothèque et écriture de l'histoire entretiennent ainsi des rapports spéculaires : les œuvres produites transmettent parfois des listes de livres et confluent, à leur tour, dans la bibliothèque. Les travaux récents permettent de saisir plus précisément l'évolution de ces manipulations. Si Flodoard, au milieu du X^e siècle, est tributaire de la circulation des manuscrits depuis les *scriptoria* de Fleury et d'Auxerre, qui viennent compléter les ressources de la bibliothèque du défunt Hincmar (Michel Sot), le dominicain Bernard Gui, dans la première moitié du XIV^e siècle, s'adonne désormais à la *peregrinatio bibliothecaria* (A.-M. Lamarrigue). C'est également le moment où l'histoire commence à s'autonomiser dans l'organisation bibliothéconomique. Un siècle plus tard encore, à Paris, l'historien humaniste Robert Gaguin (1433-1501) vit entouré de bibliothèques, qu'il fréquente en fonction de leur degré d'ouverture et de ses relations personnelles (F. Collard). La mobilité des écrits et des hommes, accentuée dans les derniers siècles du Moyen Age, se combine ainsi à la progressive institutionnalisation des bibliothèques et, en elles, du savoir historique.

La pratique historique de la bibliothèque à l'époque moderne est marquée par trois évolutions qui touchent tant à l'organisation sociale de l'écriture historique qu'à ses

technologies littéraires. La première est la mise en œuvre de projets de grande ampleur qui supposent une exploitation collective et à large échelle des ressources bibliothécaires et archivistiques. La masse des papiers préparatoires laissés par l'entreprise mauriste de l'*Histoire littéraire de la France* (41 portefeuilles de notes prises entre 1730 et 1760) met en évidence les dépouillements effectués dans les fonds les plus divers, mais également l'incidence du développement des outils catalographiques sur l'usage à distance de la bibliothèque par l'historien. Au cours du dix-septième siècle se construit en second lieu l'image d'une division irréductible entre l'érudition des antiquaires et une histoire « éloquente » ou « philosophique » excluant toute référence à l'appareil critique et aux preuves. Contrairement à ce que laisse entendre une historiographie ancienne (P. Hazard) et comme le montre l'exemple d'un Varillas, ce n'est pas tant dans leur usage des bibliothèques que dans la mise en place de technologies contribuant à valider le récit que se distinguent littérateurs et érudits. La bibliothèque de travail en est une : celle de Jacques de Thou, qui se refuse aux notes de bas de page, « autorise », par sa renommée même, le récit qui en est issu. Enfin, le travail de l'historien en bibliothèque interfère avec une dernière évolution. C'est à cette époque que la construction de l'Etat s'appuie plus étroitement sur la maîtrise de corpus documentaires, juridiques mais aussi historiques, qu'il faut constituer et administrer. Si des dépôts d'actes sont mis en place à partir de la fin du XVII^e siècle dans tous les ministères, c'est la bibliothèque qui constitue l'institution spécialisée de la centralisation des collections imprimées et manuscrites : la Bibliothèque royale, lieu de dépôt aux attributions historiques, administratives et juridiques autant qu'institution de recherche promue par l'abbé Bignon ; la Colbertine, dont le bibliothécaire Etienne Baluze articule la nouvelle exigence documentaire du pouvoir et l'écriture de l'histoire ; le Cabinet des chartes de Jacob Nicolas Moreau, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Significativement, c'est sous la forme d'une bibliothèque que l'on imagine ce dépôt quasi-archivistique de collections manuscrites, « à ce stade où la collation représentait le seul opérateur de centralisation des sources » (B. Barret-Kriegel).

Le XIX^e siècle apparaît d'emblée comme un nouvel âge d'or de l'histoire en bibliothèque. Héritières des confiscations révolutionnaires, les nouvelles bibliothèques publiques servent principalement à une petite frange d'érudits locaux. La vitalité des sociétés savantes se traduit en retour par la création de nombreux équipements culturels, et notamment de bibliothèques, en province (collections de la Société des antiquaires de l'Ouest ou de Picardie) et surtout à Paris (bibliothèque de la Société des antiquaires de France ou de la Société d'histoire du protestantisme). Les « maîtres de l'histoire » du premier XIX^e siècle sont ainsi des hommes de bibliothèque. Pour Michelet, entrer dans la bibliothèque est entrer de plain-pied dans l'histoire et se donner la possibilité d'accéder, à la faveur de l'esprit des lieux, à la compréhension de processus mystérieux : « C'est quelque chose, pour acquérir le sentiment de l'histoire, que d'être accueilli, de bonne heure, par un lieu doux et grave comme la bibliothèque Sainte-Geneviève. Exilé de son pays et du foyer paternel, comme l'est généralement l'étudiant, il faut se prendre ici au sentiment de la grande patrie, du foyer commun de la France » (cours du 12 janvier 1843 au Collège de France).

Ce nouveau temps de l'histoire des bibliothèques n'est pas politiquement neutre. Au contraire, la manière dont ces établissements de savoir classent et organisent les documents du passé, rend possible certains récits historiques et en exclut d'autres. Christian Amalvi a mis en évidence combien le *Catalogue de l'histoire de France* de la bibliothèque impériale (1855),

promu par le Ministère de l'Instruction publique et utilisé *de facto* par des historiens comme Tocqueville, impose une vision partielle de l'histoire de France, reproduisant la lourde armature des règnes et des ordres sociaux d'Ancien Régime. Le XIX^e siècle est aussi le moment d'une dissociation fonctionnelle plus réfléchie entre archives et bibliothèques (F. Hildesheimer). Dans les années 1870, alors qu'une nouvelle génération d'historiens cherche à se constituer en une profession scientifique autonome face à l'érudition conservatrice, les arguments développés par les archivistes font mouche. Si les archives sont les conteneurs par excellence de la « vérité » historique, c'est dans leurs fonds que se joue le rite de passage de l'impétrant aux études historiques, et non dans des bibliothèques de plus en plus vouées à la formation généraliste d'un large public. Dans un premier temps, la centralité du document exaspère l'exigence – déjà ancienne – d'une connaissance plus exacte des fonds. Aux remarques critiques de Langlois et Seignobos (*Introduction aux études historiques*, 1898), selon lesquels « les progrès de l'histoire dépendent en grande partie des progrès de l'inventaire général des documents historiques, qui est encore aujourd'hui fragmentaire et imparfait », répondent des avancées décisives, notamment grâce à Léopold Delisle, administrateur général de la Bibliothèque nationale (1874-1905) ; le *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*, repris en 1885, compte déjà 50 volumes en 1897. La seconde évolution est constituée par le développement des bibliothèques de faculté (créées en 1879), à la faveur de la rapide institutionnalisation de l'Université française.

Le souci des bibliothèques marque un fort élément de continuité entre la fin du XIX^e siècle et l'entre-deux-guerres : le projet des *Annales* étant aussi celui de transformer les ambitions, les méthodes et les conditions d'exercice du métier d'historien, la bibliothèque reste un chantier prioritaire. La revue comporte d'ailleurs, dès ses premières années, une rubrique « Archives et bibliothèques ». A cette tribune et à d'autres, Marc Bloch défend successivement la nécessité du prêt, même pour les manuscrits et à l'international, l'importance d'une communication libérale des ouvrages et le modèle de la *public library* à l'anglo-saxonne. A cet ensemble de critiques font pendant des modèles concrets. C'est aux *Annales* qu'est associée l'une des bibliothèques « lieu de mémoire » de la profession historienne, la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg, ainsi que celle, plus petite, de l'Institut d'histoire moderne, rénovée par Lucien Febvre et Marc Bloch, qui en transfère ensuite le modèle en Sorbonne.

La disparition des bibliothèques des bilans disciplinaires d'après guerre contraste avec leur rôle dans le quotidien de la recherche. A la Bibliothèque nationale de France, les historiens constituent le plus gros bataillon des lecteurs (37 % en 1994). L'enquête qui y est menée la même année par Christian Baudelot et Claire Verry souligne les interférences cognives entre le lieu et ses lecteurs : ils notent la force des canons de la recherche universitaire (découpages disciplinaires, priorités thématiques) dans la manière dont les lecteurs se définissent et définissent les raisons de leur présence dans les lieux. A l'inverse, l'institution concourt, par l'action conjuguée de son architecture, de l'agencement de ses collections, de ses règles officielles et de ses codes officieux, à façonner chez les lecteurs des façons durables de travailler. Ainsi, la bibliothèque fournit à l'historien plus qu'un cadre et des instruments de travail. Elle participe à l'entre-soi de la communauté qui se fréquente entre ses murs, se reconnaît par ses pratiques et ses habitudes. Quoique le phénomène soit peut-être moins tangible en France que dans les pays anglo-saxons, certaines bibliothèques jouent le rôle de

pôle visible d'un « collège invisible » : la bibliothèque de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, fréquentée par les différentes générations d'anciens élèves, ou la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à Nanterre. La *Lettre de l'association des amis de la BDIC et du musée* (1981-1984), devenue ensuite *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, constitue un instrument d'articulation entre la présentation des fonds documentaires de la bibliothèque et celle des recherches scientifiques qui en ont fait leur matériau, mais également un lieu affectif, où les lecteurs disent leur « goût de la bibliothèque », se reconnaissent comme une communauté liée par des expériences sensorielles, des aventures humaines, des manières de travailler.

Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, la distinction des « moments » épistémologiques sur laquelle se fonde la nouvelle discipline historique (conceptualisation, documentation, traitement et interprétation) a conduit à démêler ce qui était confondu dans l'érudition ancienne, et à affecter progressivement à ces opérations des « lieux » propres : aux archives, les sources primaires ; à la bibliothèque, la littérature critique et, secondairement, un certain nombre de documents de première main. Aujourd'hui, c'est l'importance d'une démarche réflexive sur le « travail intellectuel » qui conduit à réinterroger la place de la bibliothèque dans la construction de la discipline historique.

« Usages des bibliothèques. Lieux d'histoire et état des lieux », *Sources. Travaux historiques*, 1995, n° 41-42.

AMALVI C., « Catalogues historiques et conceptions de l'histoire », *Storia della storiografia*, 1982, n° 2, 77-101.

AMALVI C. (dir.), *Les lieux de l'histoire*, Paris, Armand Colin, 2005.

JACOB C. (dir.), *Lieux de savoir. Espaces et communautés*, Paris, Albin Michel, 2007.

TESNIERE V. (dir.), *L'histoire en bibliothèque*, Paris, Editions du Cercle de la Librairie, 2009.

Emmanuelle CHAPRON